

**Politique étrangère - Pologne -
Turquie - Syrie - Irak - Iran -
Etats-Unis - Corée du Nord -
Entretien de M. Jean-Yves le Drian,
ministre de l'Europe et des affaires
étrangères, avec «BFM TV» -
extraits**

(Paris, 07 février 2018)

Q - Notre invité ce matin Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, bonjour.

R - Bonjour.

Q - Merci d'être avec nous. Avant de parler de la Turquie, de la Syrie, de la Corée du Nord, des Etats-Unis, je voudrais commencer avec la Pologne. Le président a signé la loi prévoyant 3 ans de prison pour les Polonais ou les étrangers qui accusent la Nation ou l'Etat polonais de participation aux crimes nazis. N'est-ce pas nier la participation de Polonais au génocide des Juifs, franchement ?

R - Nous trouvons que cette loi est malvenue, nous nous sommes exprimés d'ailleurs sur ce sujet. Il ne faut pas réécrire l'Histoire, ce n'est jamais très bon, et il faut surtout s'arc-bouter à la mémoire de la Shoah, la diffuser, partout, régulièrement, systématiquement, et donc tout élément qui pourrait venir pervertir cette mémoire est négatif.

Q - Vous êtes ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Ministre de l'Europe. Réécrire l'Histoire, dans un pays de l'Union européenne, est-ce acceptable, franchement ?

R - Non, il faut dire les choses très très clairement, de cette position, cette posture, qui n'est d'ailleurs pas une posture nouvelle concernant le respect de principes fondamentaux de l'Union européenne, cette posture est condamnable, et nous le disons.

Q - Vous le dites, mais l'Europe ne le dit pas, je n'entends rien.

R - J'ai entendu des déclarations de plusieurs responsables européens qui étaient un peu indignés de cette posture, mais cela vient de se passer.

Q - Est-ce qu'il faut prendre des sanctions, est-ce qu'il faut, je ne sais pas, demander au gouvernement polonais de revoir...

R - Je pense que la pression morale sera suffisamment forte, enfin je l'espère, et j'espère aussi que le peuple polonais saura se raviser et faire en sorte qu'aux prochaines échéances il sorte de ce carcan qui leur est imposé par des options nationalistes tout à fait regrettables.

Q - C'est du nationalisme.

R - C'est du nationalisme.

Q - Le 20 janvier - je change de sujet -, l'armée turque a lancé une offensive contre les Kurdes d'une enclave, l'enclave d'Afrin, sur le territoire syrien, au nord du territoire syrien. Est-ce que vous condamnez cette offensive ?

R - Il y a une chose que l'on peut comprendre et une chose qu'on ne peut pas comprendre. D'abord, nous avons, la France a, avec les Kurdes, et depuis longtemps, une relation d'estime, d'amitié. Je rappelle ici que les Kurdes ont été tout à fait exemplaires et tout à fait déterminants dans la reprise de Raqqa. Les peshmergas ont joué un rôle très significatif, et vous savez combien nous étions attachés à la reprise de Raqqa, puisque c'est de Raqqa que sont venus les terroristes qui ont ensanglanté notre pays.

Une chose qu'on peut comprendre, c'est que la Turquie, dans cette situation, veuille assurer la sécurité de ses frontières, c'est un droit légitime. Mais, assurer la sécurité de ses frontières ce n'est pas aller tuer des civils, et cela c'est condamnable. Il ne faudrait pas, dans une situation très dangereuse aujourd'hui en Syrie, dramatique à tous égards, ajouter de la guerre à la guerre. Et ce qui est en train de se passer en Syrie c'est qu'après le retrait, la défaite, qui n'est pas achevée, de Daech - c'est bien engagé mais ce n'est pas achevé - il y a encore des noyaux de combattants...

Q - Daech n'est pas vaincu militairement aujourd'hui.

R - Définitivement non. En Irak, on peut le dire, en Syrie ce n'est pas encore tout à fait le cas. Donc, il n'est pas acceptable de rajouter de la guerre à la guerre en Syrie. Ce qui nous amène à une nécessité encore plus cruciale aujourd'hui qu'hier, c'est de faire en sorte que le processus politique puisse s'engager pour précisément assurer la sécurité des frontières de la Turquie et y compris, à l'intérieur de la Syrie, et le fait que les différentes composantes, communautés de la Syrie puissent vivre en paix, en prenant également en compte le fait qu'il y ait aujourd'hui, sur 27 millions d'habitants, 12 à 13 millions de réfugiés ou déplacés. C'est la réalité de la Syrie aujourd'hui, c'est la réalité d'Afrin, que je viens d'évoquer, mais c'est aussi la réalité dans la partie est de Damas, qui s'appelle Ghouta Est, où le régime est en train d'enfermer 400.000 personnes qui n'ont pas droit à l'aide humanitaire...

Q - De bombarder...

R - Qui sont en train de bombarder, non pas dans la Ghouta Est, mais dans la région d'Idlib, et qui sont en train de bombarder des populations, et tout cela n'est pas acceptable...

Q - Et d'utiliser l'arme chimique ou pas ?

R - Utiliser l'arme chimique, vraisemblablement...

Q - Vous confirmez la nouvelle utilisation de l'arme... ?

R - Nous avons tous les éléments, toutes les indications - je parle avec précaution, parce que tant que ce n'est pas complètement documenté il faut être prudent - qui montrent aujourd'hui qu'il y a usage de chlore par le régime en ce moment en Syrie. Il y a une enquête qui est ouverte par les Nations unies sur ce sujet depuis hier. Donc, il y a encore cette menace de l'utilisation de l'arme chimique, c'est une situation très grave. Et il faut aujourd'hui que le processus qui avait été initié à Genève, le processus dit des Nations unies, se mette en place de manière sérieuse et que le régime.

Q - Mais très bien, un processus, tout ce qu'on veut, très bien Jean-Yves Le Drian...

R - Mais cela n'a pas lieu aujourd'hui.

Q - L'armée syrienne, qui utilise l'arme chimique aujourd'hui, on en a tellement parlé il y a quelques mois, il y a quelques années, maintenant cela continue, cela continue Jean-Yves Le Drian.

R - Cela continue par l'usage du chlore, oui, nous le constatons, et nous le condamnons avec beaucoup de fermeté.

Q - Vous condamnez, mais on peut faire quoi d'autre que condamner ?

R - Nous avons fait autre chose, à partir du moment où la Russie a bloqué toute délibération du Conseil de sécurité sur ce sujet - il faut quand même le rappeler ici. Je l'ai dit à M. Lavrov avec qui je m'entretiens régulièrement - je lui ai encore dit ça hier - «vous avez bloqué la condamnation de la Syrie pour usage de l'arme chimique à 5 reprises au Conseil de sécurité.»

La France, le président Macron, a pris l'initiative de réunir à Paris il y a 10 jours, le secrétaire américain, près de 30 pays différents, pour engager un partenariat pour lutter contre l'impunité de tous ceux qui utilisent l'arme chimique. Et nous avons décidé de rendre publics tous ceux que nous connaissons, entités ou personnes, qui, d'une manière ou d'une autre, interviennent dans le processus d'élaboration de l'arme chimique, nous avons rendus publics nous-mêmes ces acteurs et nous les avons sanctionnés par interdiction d'usage...

Q - Vous allez prendre une nouvelle initiative ou pas ?

R - Cette initiative-là est très forte et nous souhaitons que tous ceux qui veulent bien combattre l'arme chimique puissent nous rejoindre, parce qu'il y a en ce moment, dans le monde, instable, plein de risques et de menaces, trois risques qui se cumulent, et c'est ce qui rend la situation extrêmement dangereuse. Vous avez d'abord le problème de la prolifération, prolifération nucléaire, on va sans doute en parler...

Q - Nous allons y venir.

R - ...prolifération chimique, nous en parlons, prolifération balistique, la prolifération, qui est un danger considérable puisque cela entraîne des contagions. Le deuxième risque c'est le terrorisme, et le troisième risque ce sont les menaces expansionnistes. Et les trois, parfois, se cumulent, s'articulent entre elles, pour avoir une situation qui peut être demain explosive, en tout cas qui met en cause notre sécurité, et le rôle que m'a confié le président de la République c'est d'essayer d'agir pour éviter que cela ne provoque des perturbations graves.

Q - Jean-Yves Le Drian, je vais revenir quand même à l'attitude de l'armée turque, au comportement des Turcs, l'armée turque qui torture, qui mutile, qui tue des Kurdes combattants, qui se sont battus auprès de nous, qui ont combattu l'Etat islamique, je me souviens des libérateurs de Kobané...

R - Oui, de Kobané, de Raqqa, je les évoquais tout à l'heure.

Q - Oui, de Raqqa. Que va faire la France ? Le droit international est violé, il est violé par la Turquie.

R - Il est violé par la Turquie, il est violé par le régime de Damas, aussi par l'Iran, il est violé par ceux qui attaquent Idlib...

Q - Est-ce que nous sommes en train d'abandonner ceux qui ont combattu l'Etat islamique ?

R - Pas du tout. Il faut que demain à Genève, le processus de transition politique se mette en place - sinon il n'y a pas d'issue - et le processus de transition politique il concerne l'ensemble des zones affectées par les crises.

Q - Est-ce que vous exigez le retrait de l'armée turque de cette région, de Syrie ?

R - Le retrait de tous ceux qui n'ont rien à faire en Syrie, y compris les milices iraniennes, y compris le Hezbollah, c'est cela la situation. On ne peut pas uniquement se focaliser sur un point, qui est dramatique, mais il faut voir l'ensemble de la situation syrienne. Et l'ensemble de

la situation syrienne ne peut se résoudre que s'il y a un processus politique sérieux qui se mette en place.

Ce n'est pas encore le cas, et c'est pourquoi la France a pris l'initiative de réunir plusieurs partenaires pour proposer des solutions concernant des élections, la constitution, les mesures de confiance, les cessez-le-feu et l'aide humanitaire, pour que cela se passe à Genève, sous l'autorité des Nations unies, maintenant. C'est ce que nous disons aux Russes, c'est ce que nous disons aux Iraniens - je vais aller en Iran dans peu de jours -, c'est ce que nous disons aux Turcs. Il faut que cela se passe dans l'enceinte des Nations unies, sinon on va avoir une cumulation de la guerre dans la guerre, qui va être dramatique, il y aura une nouvelle crise syrienne, sans sortie sérieuse.

Q - Des djihadistes français, femmes et hommes, ont été arrêtés, je parle de la Syrie, arrêtés par les Kurdes, combien, vous savez exactement combien ?

R - On nous dit une petite centaine, arrêtés par les Kurdes.

Q - Oui, oui...

R - Il faut parler des choses très précises.

Q - Oui, je suis précis.

R - ...arrêtés par les Kurdes en Syrie, c'est-à-dire au Nord-est de la Syrie.

Q - Une centaine ?

R - ÿ peu près.

Q - Seront-ils jugés par les Kurdes ?

R - Ils vont être jugés par les autorités judiciaires locales.

Q - Ils ne seront pas rapatriés en France ?

R - Ils ne seront pas rapatriés en France dans la mesure où ce sont des combattants, donc ce sont des ennemis, c'est vrai pour l'Irak, c'est vrai pour la Syrie, qui ont combattu des citoyens de Syrie, qui ont combattu des Turcs, qui ont violé, qui ont fait des actes de barbarie...

Q - Et les enfants ?

R - Les enfants c'est une autre situation. Sur les enfants nous voulons faire en sorte que, par le biais de la Croix-Rouge, nous puissions les rapatrier en France. Mais, une centaine, on ne les a pas encore vraiment localisés, on a des signalements, parce que nous sommes encore en guerre dans cette zone. C'est encore conflictuel, donc l'identification sérieuse est en cours, voilà la doctrine que nous voulons mettre en oeuvre.

Ce sont des combattants, ils sont Français, mais ils sont nos ennemis, ils ont combattu dans les rangs de ceux qui ont commis des assassinats, ce sont des gens qui ont commis des actes de barbarie, ce sont des gens qui ont attaqué les Kurdes, qui ont attaqué les forces irakiennes, qui sont des combattants. Ils ont les conclusions de leur action, et les conclusions de leur action c'est qu'ils soient jugés par ceux qu'ils ont combattu.

Q - Ils sont jugés, donc, par les Kurdes, ils seront jugés par les Kurdes.

R - Par les autorités locales, je dis par les autorités locales, ce n'est pas automatiquement les Kurdes, ce sont les forces démocratiques syriennes...

Q - Aussi. Je parle maintenant des djihadistes français, hommes ou femmes, femmes ou hommes, qui ont été arrêtés en Irak, combien ?

R - Six familles.

Q - Six familles, qui seront jugés en Irak ?

R - Absolument, sauf les enfants.

Q - S'il y a condamnation à mort, ce qui est possible en Irak, la France interviendra-t-elle pour éviter les exécutions ?

R - D'abord, ce sont des prisonniers irakiens, ils ne sont pas allés en Irak faire du tourisme, ils sont allés en Irak pour combattre, pour combattre dans les rangs de Daech, ils sont donc emprisonnés logiquement, ils seront donc jugés. Ils ont le droit à la protection consulaire, c'est-à-dire que notre consul vérifie s'ils sont bien traités, si les droits fondamentaux sont respectés.

Ensuite, il y aura un procès par les autorités irakiennes, la peine de mort existe en Irak, elle existe dans d'autres pays du monde, il y a aujourd'hui 7 ou 8 Français qui sont condamnés à mort dans le monde, y compris aux Etats-Unis. Et, dans ces cas-là la France fait savoir sa position. Moi, je vais me rendre bientôt en Irak et je le ferai savoir moi-même.

Q - La France, vous-même, le gouvernement, vous ferez tout pour éviter les exécutions ?

R - Nous faisons tout, dans chaque situation où il y a un Français qui est condamné à mort dans un pays où la peine de mort existe, que ce soit aux Etats-Unis, en Indonésie, ou en Irak, nous le disons.

Q - Pour éviter les exécutions.

R - Voilà.

Q - L'arme nucléaire. Les Etats-Unis engagent un effort de réarmement massif, je regardais les chiffres, 716 milliards de dollars en 2019, mais c'est considérable 716 milliards de dollars ! La paix par la force, c'est la doctrine américaine ?

R - Nous sommes dans une situation mondiale très instable, où la menace nucléaire existe, où la non-prolifération est en danger, et donc on peut comprendre qu'il y ait une volonté de renforcement, de la part des Américains, de leur posture militaire. Les chiffres sont annoncés, il faut maintenant qu'ils soient mis en oeuvre.

Il n'y a pas, à ma connaissance, en fonction des premiers éléments que j'ai pu avoir de la nouvelle Revue stratégique américaine, modification, sur le fond, de la conception de la dissuasion nucléaire.

Q - Donc, pas d'inquiétudes particulières devant cet engagement massif de dépenses militaires ?

R - Par contre, il y a volonté du renforcement de la dissuasion nucléaire, et volonté de...

Q - Du renforcement militaire des Américains, qui pensent qu'ils ont peut-être perdu un peu de temps ces dernières années.

R - Je pense que la bonne posture américaine serait d'être très ferme sur le respect de la non-prolifération, et sur le fait qu'il faut engager, avec la Corée du Nord, et avec l'Iran, une discussion ferme pour empêcher la prolifération. Cela a été le cas en Iran, et nous, nous pensons - nous avons un désaccord avec les Américains sur ce point - que le Traité de Vienne est un traité qui est respecté, et que ce traité a permis et permet d'éviter que l'Iran accède à l'arme nucléaire. Parce que si l'Iran accédait à l'arme nucléaire il y aurait risque de contagion parce que les pays voisins pourraient se dire : il y a ce danger pour moi, il faut donc moi-même que je me dote de l'arme nucléaire. Et à ce moment-là, contagion après contagion, on risque d'avoir une situation dramatique pour la communauté internationale.

Donc, il faut faire en sorte que le respect du traité de non-prolifération, de 1968, soit un impératif pour tout le monde, et nous avons, sur ce point, un désaccord avec les Etats-Unis, mais c'est la même posture que nous utilisons à l'égard de la Corée du Nord, parce que le fait que la Corée du Nord accède à l'arme nucléaire c'est un danger aussi pour l'ensemble de cette zone. C'est un danger pour nous-mêmes...

Q - Notamment pour le Japon...

R - Mais c'est aussi un danger pour nous-mêmes, parce que l'ampleur balistique qui est aujourd'hui évaluée en Corée du Nord est une ampleur qui nous met nous-mêmes en cause.

Q - Alors, je vais vous parler de la Corée du Nord, mais deux mots. Vous confirmez l'invitation lancée par Donald Trump à Emmanuel Macron pour la Fête nationale américaine ?

R - Oui, il va se rendre en avril aux Etats-Unis.

Q - En avril, visite officielle ?

R - En avril, oui, fin avril.

Q - Il va bientôt rencontrer Vladimir Poutine à la Coupe du monde ?

R - Emmanuel Macron rencontre l'ensemble des dirigeants du monde, il leur téléphone, il leur parle, parce que la France parle avec tout le monde, et cela nous donne de la force pour valider nos arguments et faire valoir nos positions. Lorsque le président de la République s'entretient avec le président Trump, le président Poutine ou le président Erdogan, peu importe, il dit les choses très clairement et il affiche les désaccords quand il y en a, et je crois que c'est plus simple comme cela, il faut éviter les ambiguïtés dans les propos.

Q - Vous pensez qu'il va se rendre en Russie pour la Coupe du monde ?

R - Je ne sais pas, je ne lui ai pas demandé, il aime bien le football, mais je ne sais pas....

Q - C'est pour cela que j'ai pensé à ça.

R - Moi je vais aux Jeux Olympiques...

Q - Justement, la transition a été toute trouvée, c'est pour ça. Donc, vous ne savez pas, prochaine rencontre avec Poutine, vous ne savez pas.

R - Ce qui est certain c'est que le président va se rendre aux Etats-Unis à l'invitation du président Trump, à la fin du mois d'avril.

Q - Visite officielle.

R - Visite officielle.

Q - Jean-Yves Le Drian, vous partez pour la Corée du Nord...

R - La Corée du Sud.

Q - La Corée du Sud...

R - Excusez-moi, pas encore la Corée du Nord.

Q - Que se passe-t-il ? La Corée du Sud et la Corée du Nord qui font compétitions en commun à Pyongcheang, extraordinaire non ? Le président du Parlement nord-coréen sera même en Corée du Sud, il va venir. Cela veut dire quoi, c'est un bon signe, cela veut dire qu'on est peut-être sur la voie d'un dialogue retrouvé ?

R - Le sujet est le suivant, est-ce que c'est la trêve olympique ou est-ce que c'est le rêve olympique ? La trêve olympique, cela peut être l'opportunité de se parler, peut-être que les autorités nord-coréennes et sud-coréennes le feront, je le souhaite. Le rêve olympique c'est le rêve de la paix retrouvée, et si c'est le rêve olympique ce serait un très beau moment.

Q - Vous y croyez ?

R - Ce n'est pas à exclure, en tout cas c'est le souhait que je formule. La Corée du Nord n'a pas renoncé, même s'ils font équipe de hockey sur glace commune avec la Corée du Sud, à ses prétentions de détenir l'arme nucléaire et d'avoir les capacités balistiques nécessaires pour la projeter. À ma connaissance, le dernier discours de Kim Jong-un au début de l'année pour les vœux, affichait et réaffichait cette détermination. C'est ce qu'il faut combattre.

Si d'aventure la Corée du Nord accédait à l'arme nucléaire, à la capacité de projection de l'arme nucléaire, c'est d'abord l'ensemble des pays de la région qui seraient en très grande fragilité, mais aussi l'Europe, parce que la capacité de projection serait très grande, on est à près de 10.000 kilomètres de portée, donc ce serait un danger considérable. Il faut donc empêcher cela, et pour empêcher cela il faut dénucléariser l'ensemble de la péninsule coréenne et il faut donc que la Corée du Nord vienne à la table des négociations.

Q - Vous êtes d'ailleurs sur la même position que le Japon...

R - Je reviens du Japon, on a pu en parler, les Japonais sont inquiets. Evidemment, si d'aventure la Corée du Nord se dote de l'arme nucléaire sans que personne ne proteste, alors le Japon va se dire...

Q - Il n'y a pas que les Japonais, les Russes, les Chinois, sont inquiets aussi.

R - Absolument. Ce que j'observe quand même c'est qu'il faut mettre en oeuvre des mesures de rétorsion, de sanctions, pour obliger la Corée du Nord à venir à la négociation, et lors des dernières discussions aux Nations unies, c'est-à-dire à la fin du mois de décembre, l'ensemble des membres du Conseil de sécurité, Chine et Russie compris, ont voté un nouveau train de sanctions pour obliger Kim Jong-un à venir à la négociation. J'espère que l'esprit olympique va lui permettre d'avancer. (...)

Q - Merci Jean-Yves Le Drian./.